

Réflexions sur la structure du système mondial

Autor(en): **Freymond, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur**

Band (Jahr): **52 (1972-1973)**

Heft 11

PDF erstellt am: **30.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-162787>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Réflexions sur la structure du système mondial

I. L'Etat-nation, porteur du système

Le système international contemporain est un système d'Etats, un système dont les porteurs sont les Etats nationaux.

On a prédit certes depuis 1945 la fin de l'Etat-nation, comme celle d'ailleurs des idéologies. Mais, si travaillé qu'il soit par la maladie, le patient résiste. Devant une «agonie» qui prend des dimensions séculaires, politologues et sociologues pourraient revoir un diagnostic fondé sur des observations récoltées dans la courte durée et trop rapidement transformées en verdict. C'est dans la longue durée que deviennent perceptibles et par conséquent évaluables les changements dans les structures.

Les Etats-nations ont résisté. Bien plus, ils ont crû et multiplié depuis 1945. Dans ce siècle qui devait être celui des «grands ensembles» et des empires continentaux, du dépérissement des frontières et de l'intégration, les nationalismes et les particularismes prospèrent. Le mini-Etat est entré sur la scène internationale. Il s'y est fait reconnaître une place, un rôle même et s'offre complaisamment comme un objet d'étude aux «chercheurs» en quête de sujets à la mode. A l'époque d'Anguilla la république d'Andorre ne peut plus être anachronique. Elle n'est plus témoin du passé mais, par-delà le folklore, expression d'une volonté d'être soi-même, affirmation d'irréductibilité dans la résistance au processus niveleur de modernisation.

Et cette irréductibilité se manifeste dans le monde entier, sur tous les continents, malgré les guerres et les révolutions. Partout s'expriment, dans le cadre des régions et des provinces historiques, des patriotismes locaux souvent virulents et dont les gouvernements doivent tenir compte. La plupart des conflits qui déchirent le monde depuis 1945 sont nés d'une combinaison d'une révolte nationale, économique, sociale. Frontières et territoires ont été contestés, aussi bien qu'institutions politiques et structures sociales. Le Bengla-Desh n'est qu'un exemple, le plus récent.

Ainsi, et sans chercher à aller plus loin dans l'analyse, une première constatation s'impose: les mouvements centripètes qu'on tenait pour caractéristiques de notre siècle, sont vigoureusement combattus, si ce n'est même contenus, par les forces centrifuges.

C'est que l'homme, s'il souhaite bénéficier dans sa vie quotidienne des avantages de la modernisation, refuse de se laisser domestiquer et que,

contradictoire par essence, il oscille en permanence entre le désir de mieux vivre qui l'associe à un développement économique contraignant, orienté vers une société technocratique, et la crainte de perdre ce qu'il appelle sa liberté. Ces oscillations, du fait même du développement général et de l'influence croissante des moyens de communications, n'affectent pas seulement le petit nombre, mais une proportion croissante des êtres associés dans des sociétés politiques.

Nous vivons à une époque d'émotions collectives où ces mouvements de balanciers prennent de l'ampleur. Or, la défense de cette liberté de la personne peut être envisagée sous les formes les plus diverses: elle peut être refus d'un milieu social, d'un système économique, d'une autorité politique: révolte contre l'Etat et la société politique dans son ensemble. Elle peut être également opposition à l'étranger, à l'intrus qui a pénétré, consciemment ou non, dans une sphère culturelle réservée, blessant dans ses mouvements une sensibilité qu'une longue vie en commun a rendu trop transparente pour être perçue par le non-initié. La protection contre cet étranger, porteur de progrès économique, on la cherche d'instinct dans la tradition culturelle, dans les cadres historiques.

D'où le titre de «mouvement de libération nationale» sous lequel se placent les groupements visant à l'émancipation des pays du Tiers-Monde, une émancipation dont l'objectif est à la fois économique et politique. D'où le succès – et l'accueil triomphal – réservé aux décisions prises par de petits Etats de nationaliser de puissantes compagnies étrangères sans considérations des complications économiques qui pourraient en résulter. Les mesures prises récemment par l'Irak et par la Syrie à l'égard de l'*Irak Petroleum* ne sont qu'un jalon dans une longue chaîne de décisions à travers lesquelles s'est affirmée une volonté d'indépendance nationale contre laquelle les grandes compagnies qui s'appuyaient, du moins par leur résidence, sur de grands Etats, ne pouvaient qu'avouer leur impuissance.

Dans la longue durée, ici encore, c'est l'Etat-nation qui l'emporte, tenant tête à des compagnies multinationales dont on prétend sinon qu'elles gouvernent le monde, du moins qu'elles tendent à exercer un contrôle croissant sur la production globale et l'ensemble des échanges. Et si les Etats-nations peuvent l'emporter, qu'ils s'appellent Cuba, Pérou, Chili, Algérie, Libye, Zaïre ou Irak, ce n'est pas tant parce que les temps de la diplomatie des canonières semblent révolus pour l'Occident, que parce que ces prétendus «monopolistes» ont des concurrents et qu'au niveau économique également forces centrifuges et forces centripètes s'affrontent.

C'est encore la résistance de l'Etat-nation qui explique les échecs des mouvements d'intégration: résistance à la supranationalité, résistance à des formules de vote majoritaire, résistances internes, ainsi, aux «technicos» de

l'Amérique centrale. Des concessions de souveraineté ont été consenties, conséquences inéluctables de l'établissement d'un Marché commun. Mais l'harmonisation du droit et la mise en place d'institutions communes s'effectuent sous le contrôle d'administrations nationales qui ont durement appris à travers les années à mesurer le conservatisme des groupements organisés et la puissance d'un sentiment national, enraciné dans un héritage culturel et durci par des réflexes conditionnés.

Est-ce à dire qu'il faille considérer comme facteurs secondaires et rejeter à l'arrière-plan les grands courants d'idées qui traversent le monde, la révolution scientifique et technique, les échanges de capitaux et de biens dont les fluctuations affectent la vie quotidienne des nations et menacent la stabilité des gouvernements ?

Ce sont là certes des forces non négligeables et qui exercent une influence réelle sur le système politique international : et point n'est besoin de créer une nouvelle théorie de la transnationalité, d'évoquer une société transnationale qui progressivement submerge les sociétés nationales associées pour leur bonheur ou leur malheur dans un système international. En fait, aucune frontière jamais ne fut imperméable, pas plus qu'aucune société politique n'est jamais parvenue à s'isoler dans la durée. Les décisions des gouvernements ont de tous temps consisté en un arbitrage plus ou moins conscient, plus ou moins bien conduit, entre facteurs internes et externes. Il s'agit donc de savoir qui procède à cet arbitrage où le critère de décision – et sur ce point communistes et non communistes s'accordent – est politique. A l'heure actuelle, cet arbitrage se fait au niveau de l'Etat-nation.

II. Structures du système international

Etats-Unis et Union soviétique

La concentration des moyens d'information sur le séjour de M. Nixon à Moscou, première visite d'un président des Etats-Unis en Union soviétique, a redonné quelque actualité au vieux thème du bipolarisme. L'observation de la période qui s'ouvre en 1945 révèle pourtant que jamais les deux colosses qui ont jailli des ruines de la guerre mondiale n'ont détenu entre eux un contrôle absolu du système international. Dès le départ, ils ont dû tenir compte d'alliés ou d'associés rétifs ou de « non alignés » encombrants. Impliqués dans la guerre froide, ils n'ont pas toujours su canaliser les opérations et se sont souvent trouvés devant des situations de crise qu'ils n'avaient ni souhaitées ni même prévues. Ce sont les initiatives de Castro et la symbolique du castrisme qui les ont acculés, en 1962, à ce dramatique face à

face où, pour une fois, les potentiels nucléaires ont été engagés dans une partie de poker. Dans toutes les autres circonstances, c'est la stratégie indirecte qui a prévalu, une stratégie qui impliquait précisément la multiplicité des centres de décision. De même, n'ont-ils joué qu'un rôle relativement marginal dans le vaste mouvement de décolonisation qui est un des traits dominants de l'époque contemporaine.

La rencontre de Moscou ne fait que confirmer les limites de leur puissance, si imposants que soient les moyens dont ils disposent et si résolu qu'ils paraissent de poursuivre un dialogue privilégié à leur niveau.

En ce qui concerne le Moyen-Orient et le Vietnam, deux conflits majeurs dans lesquels l'Union soviétique et les Etats-Unis sont directement impliqués par des alliances avec l'une ou l'autre des parties et par l'engagement de matériel, de conseillers et même de troupes, ils ne sont pas allés, dans le communiqué final, au-delà de la réaffirmation de positions déjà connues. Seule une décision d'Israël et des Etats arabes, ou du Vietnam du Nord, pourrait ouvrir la porte à des négociations conduisant à une solution.

L'URSS et les Etats-Unis auraient certes la possibilité d'influencer la décision de leurs alliés en se dégageant effectivement du théâtre des opérations, de manière à laisser les adversaires s'affronter avec les seuls moyens dont ils disposeraient encore. Mais cela ils ne le veulent ou, plus probablement ne le peuvent pas, soit pour des raisons de politique intérieure, soit par crainte de perdre des alliés et du prestige. L'opinion américaine n'est pas prête à laisser tomber les Israéliens, surtout si l'effet secondaire de cet abandon devait être d'ouvrir à l'Union soviétique l'accès direct à l'Océan indien. Le gouvernement soviétique, de son côté, est engagé dans une compétition trop dure avec la Chine pour se permettre d'abandonner les Nord-Vietnamiens, et même ses alliés arabes.

Mais quelles que soient les raisons qu'ils invoquent pour différer ou pour refuser un dégageant, ils n'en sont pas pour cela des alliés inconditionnels. Placés par l'offensive aérienne américaine sur le Nord-Vietnam devant le risque de l'escalade, les Soviétiques ont opté pour la négociation. Et la démonstration de force des Etats-Unis ne devrait pas être interprétée par les Européens comme une confirmation de l'existence d'un «parapluie nucléaire». Il y a un seuil qu'aucune administration américaine n'est disposée à franchir. Dans d'autres domaines d'ailleurs – ainsi sur le plan économique – le gouvernement de Washington n'a pas hésité à se montrer dur, et même brutal – lorsque ses intérêts étaient en jeu. Les Européens, et les Japonais encore moins, ne sont pas près d'oublier la déclaration du 15 août 1971.

La rencontre de Moscou a été consacrée à l'assainissement d'une partie du contentieux qui pesait sur les relations bilatérales: nouveaux accords

portant sur le contrôle des armements nucléaires et visant à freiner – à défaut d'interrompre – une compétition ruineuse et dangereuse; accords de coopération scientifique dans l'espace et même sur terre; accord bilatéral conclu à la veille de la Conférence de Stockholm, à laquelle les Soviétiques n'assistent pas en protestation contre l'exclusive jetée contre la République démocratique allemande; entente préalable en vue de la négociation d'accords commerciaux et de l'ouverture de la Conférence européenne de sécurité.

Voilà certes des résultats encourageants et des gestes qui, dans une certaine mesure, contribuent à la détente. Mais l'entente reste superficielle. Le communiqué final, pas plus que les commentaires dont on l'a entouré, ne laissent entrevoir un changement dans la politique poursuivie jusqu'ici. L'Union soviétique, pilier du système socialiste mondial, poursuit sa lutte contre «l'impérialisme capitaliste» et sa stratégie, indirecte sans doute et placée sous l'égide de la compétition pacifique entre des systèmes sociaux différents, n'en travaille pas moins à la victoire finale du socialisme. La signature des accords à Moscou n'empêche pas la conclusion des accords de Bagdad ni l'appui – un appui mesuré mais réel – à Cuba et à Hanoï. De même la réaffirmation d'un droit international socialiste – valable pour les pays socialistes – accompagne-t-elle la campagne en faveur de la Conférence européenne de sécurité.

Les accords de Moscou ne sont en définitive qu'une étape, accompagnée d'un infléchissement tactique, dans une manœuvre stratégique entamée dès la révolution de 1917 et poursuivie avec une continuité remarquable jusqu'à nos jours. Une continuité payante: les années 1971 et 1972, on l'a déjà remarqué, auront apporté à l'Union soviétique la reconnaissance par les Etats-Unis et par l'Europe de l'Occident du statut territorial établi en Europe au lendemain de la Deuxième guerre mondiale. Et cette stabilisation des fronts en Europe, stabilisation qui pourrait n'être que le prélude à un nouveau fléchissement occidental aussi bien dans le rapport des forces militaires que sur le plan de la politique intérieure, s'accompagne d'une progression dans la manœuvre diplomatique en direction de l'Océan indien: traité avec l'Inde, accord avec l'Irak, victoire du Bengla-Desh, échec à la Vietnamisation; autant de succès partiels qui jalonnent la route et révèlent l'orientation de la poussée principale.

Face à cette courbe ascendante dessinée par la diplomatie soviétique, la parabole américaine est d'autant plus significative. Engagés contre leur gré dans la guerre mondiale, jetés sans l'avoir cherché à la tête des affaires du monde, hors d'état de pratiquer dans la durée une stratégie indirecte qu'imposent l'affrontement avec une puissance nucléaire et l'impossibilité de se

servir de l'arsenal nucléaire, impliqués dans une réévaluation dramatique de leur politique extérieure et des fondements de la société américaine, les Etats-Unis, depuis quelques années, cherchent à se dégager. Ils ne veulent plus être à la remorque des événements et c'est dans cet esprit que le président Nixon a multiplié au cours de ces dernières années les initiatives visant à un regroupement des forces et à une nouvelle répartition des responsabilités pour le maintien de la paix. On a évoqué à ce propos un «néo-isolationisme». Tout au plus pourrait-on parler d'un refus d'assumer plus longtemps un rôle de gendarme et de mécène, assorti d'une pointe d'humeur nationaliste soulignée par le style de l'administration Nixon.

Cependant ce dégagement américain, si prononcé qu'il soit, ne peut aller jusqu'au repli, dont on parlait en 1951/52, sur la forteresse américaine. Les rapports de politique étrangère du président Nixon affirment au contraire la volonté des Etats-Unis d'assumer le *leadership* que leur impose leur puissance et qui est nécessaire à la défense de leurs intérêts sur l'ensemble du globe¹. Même un McGovern s'est déclaré convaincu de la nécessité d'affirmer la présence américaine dans le monde. La tentation de l'insularisme continental n'en reste pas moins forte au Congrès et dans l'opinion: et le conflit entre tendance au repli et ouverture au monde continuera de marquer la politique étrangère des Etats-Unis pendant les années à venir.

Le rôle de la Chine

La Chine, pendant que se développait le dialogue entre la Russie soviétique et les Etats-Unis, a passé à l'arrière-plan d'une actualité où elle avait tenu le rôle de vedette. Mais cet effacement n'est que relatif et chacun sait que son ombre a plané sur les conversations du Kremlin. Voilà de nombreuses années déjà qu'elle occupe une place de premier plan sur la scène internationale et que, grande puissance à l'état potentiel, elle a contraint l'Union soviétique comme les Etats-Unis à l'insérer dans leurs calculs si ce n'est dans leurs dialogues. Lors de la crise de Cuba déjà, comme dans les conflits qui secouent la péninsule arabique, on a pu percevoir son influence. Sa diplomatie est active en Afrique, au sein des mouvements révolutionnaires, comme en Europe orientale au cœur du système socialiste international. Elle a sans doute subi des échecs, comme d'ailleurs les autres grandes puissances, mais son rayonnement sur l'ensemble du monde n'en est pas moins sensible et croissant. La Chine a d'ailleurs le temps devant elle et, plus que les autres, travaille dans la longue durée. La supériorité des moyens militaires de son voisin soviétique et les concentrations de troupes à ses frontières l'incitent à la prudence, mais ne diminuent en rien sa détermination de conduire sa politique extérieure en toute indépendance.

Sa tâche principale est, pour de longues années encore, le développement d'un espace économique groupant près de 800 millions d'habitants. Les progrès accomplis depuis la révolution sont considérés comme importants par des observateurs compétents et critiques, et on ne conteste pas que l'application de la formule «prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dominant» ait donné des résultats positifs. Le type de relations qui a été établi entre villes et campagnes et qui s'est encore affirmé à travers la révolution culturelle, l'accent porté sur la liaison entre théorie et pratique, confèrent à l'expérience en cours – conduite dans un climat où le pragmatisme tempère l'idéologie – un caractère original et peut-être exemplaire. La Chine ne se donne pas en exemple, mais elle pourrait en devenir un pour de nombreux pays du Tiers-Monde. Elle s'affirme révolutionnaire, mais elle ne prétend pas se substituer aux cadres révolutionnaires d'autres pays. D'où sa dénonciation du social-impérialisme aussi bien que de l'impérialisme. Dénonciation d'une portée générale qui caractérise une stratégie, tandis que sur le plan tactique, la démarche reste prudente, adaptée aux circonstances et aux moyens disponibles. Encore une fois, c'est dans la longue durée que se dessine et se développe une politique extérieure dont les effets sont pourtant déjà sensibles en Europe comme en Asie, à l'intérieur même de ces sphères d'influence que les Soviétiques et les Américains se sont accordés.

Pacifique et Océan indien

Le regroupement des responsabilités mondiales recherché par la diplomatie nixonienne fait apparaître d'ailleurs des perspectives nouvelles. En bousculant délibérément le Japon, les Etats-Unis ont ouvert la porte à de nouvelles combinaisons qui ne sont pas forcément basées sur le triangle Chine–URSS–Etats-Unis. Il n'est pas certain que ce Japon, auquel les Américains reprochaient d'exploiter à leur détriment sa position de dépendance, choisisse, maintenant qu'il a été contraint à l'indépendance, le camp américain. D'autres options lui sont ouvertes: rapprochement avec l'Union soviétique, à laquelle il peut offrir sa collaboration pour le développement de l'industrie sibérienne; rapprochement avec la Chine, dont la nature et la portée varieront en fonction des circonstances et du climat dans lequel il serait opéré.

Car les gouvernements peuvent changer et par là-même le contenu des engagements de politique extérieure. Personne ne peut assurer que les conservateurs se maintiendront au pouvoir au Japon. Pas plus d'ailleurs qu'on ne saurait prévoir comment s'opérera en Chine la transition d'une génération révolutionnaire à l'autre, transition qui aura sans doute une influence pro-

fonde sur ses relations avec l'URSS et les pays appartenant au système socialiste. De même ne peut-on prévoir comment évolueront les rapports sino-américains qui sont eux-mêmes fonction non seulement de la guerre du Vietnam, mais des rapports sino-soviétiques, des rapports sino-japonais et de l'évolution de la situation économique et politique dans l'Asie du Sud-Est et dans le Pacifique².

Or, il faut ici tenir compte d'autres acteurs; l'Australie qui, après avoir appris à mesurer les limites de la protection que pouvaient lui apporter les Anglais, puis leurs successeurs américains, est à la recherche d'une politique et d'une stratégie assurant une sécurité relative de ses voies de communications dans l'Océan indien comme dans le Pacifique. L'Indonésie, qui a le potentiel d'une grande puissance et qui, après le règne Sokarno et la terrible révolution de 1965, tente de mettre en place les structures administratives et politiques nécessaires à la modernisation de son économie. Cette Indonésie en quête de capitaux va-t-elle pouvoir maintenir un équilibre entre les prêteurs étrangers, de manière à garder ouvertes ses options politiques? Se contentera-t-elle de participer, avec la Malaisie, Singapour, les Philippines et la Thaïlande, aux mesures visant à assurer la sécurité et le développement du Sud-Est asiatique? Son évolution, comme celle de tous les Etats membres de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique³, dépendra tout autant de facteurs internes que de modifications de rapports de forces dans le Pacifique et dans l'Océan indien.

Dans un Océan indien dont les Anglais se sont retirés, laissant aux Asiatiques et aux Australiens le soin d'assurer la sécurité des routes maritimes, un Océan indien où les Etats-Unis se manifestent peu, où la présence française est symbolique, tandis que s'intensifient les mouvements des bateaux soviétiques et japonais, et que les luttes d'influence pour le contrôle du golfe arabe, de la côte des Pirates et des issues de la Mer Rouge connaissent de nouveaux rebondissements.

L'Europe de l'Occident

Qu'advient-il de l'Europe de l'Occident, riche, prospère, et pourtant toujours nerveuse? Quel rôle peut-elle jouer dans le système international contemporain? En fait, qu'on prenne ses principaux partenaires isolément, France, République fédérale d'Allemagne, Italie, Royaume Uni, ou qu'on les associe à Six ou à Neufs, l'influence de l'Europe sur le plan mondial ne peut être que modeste. Sa puissance économique et financière est considérable sans doute et pourrait même contraindre le géant américain à composer, à la condition toutefois que les Européens se mettent d'accord sur une

politique commerciale et monétaire. De même, l'Europe pourrait-elle contribuer largement à la définition et à l'exécution de «stratégies» du développement et jouer même un rôle décisif, dans la mesure où les Européens s'entendraient non seulement sur des principes, mais sur les modalités d'exécution et sur la répartition des tâches. Les initiatives prises dans ce domaine ont été nombreuses, répétées, mais l'harmonisation des conceptions reste difficile et les divergences dans la manière d'approcher les solutions représentent parfois des obstacles plus insurmontables que les contradictions réelles d'intérêts.

Sur le plan politique – et en ce qui concerne plus particulièrement certains conflits comme celui du Bengla-Desh, du Vietnam, du Moyen-Orient – les Etats appartenant à l'Europe occidentale peuvent bien donner des avis, mais ils n'ont pas de poids. Ce n'est pas seulement que les moyens militaires leur fassent défaut; c'est plus encore qu'ils ont renoncé à intervenir activement parce qu'ils se refusent à assumer les risques d'une intervention. Peut-être enverront-ils un ou deux bataillons de parachutistes, ou tel élément de leur flotte de guerre pour assurer, dans un cas extrême, la protection de nationaux ou d'un gouvernement allié. Mais cela même paraît de plus en plus illusoire.

La France ou l'Italie ne sont plus puissances dominantes parmi les riverains de la Méditerranée, mais Israël tout d'abord et peut-être l'Egypte et la Libye. Modification du rapport des forces dont les effets sont sensibles non seulement sur l'évolution du conflit israëlo-arabe, mais sur les relations économiques intraméditerranéennes, et plus particulièrement sur le contenu des règlements relatifs à cette source énergétique essentielle pour des pays industrialisés qu'est le pétrole.

Plus encore, les Européens de l'Ouest ne sont pas en mesure d'assurer leur propre défense contre une offensive éventuelle venue de l'extérieur. De ce fait l'Europe de l'Occident, l'Europe des Neufs, qui s'apprête à se donner un secrétariat politique sans être d'accord ni sur son implantation géographique ni sur sa mission réelle, cette Europe des Neufs se confond encore avec l'Europe atlantique⁴. Les Européens, qui en matière commerciale et monétaire s'opposent à la conception américaine d'un monde atlantique intégré où le dollar joue, par la volonté des partenaires, le rôle discuté mais réel de monnaie de réserve, souhaitent conserver dans la durée la protection militaire des Etats-Unis. Protection militaire plus complète même que celle que leur accorderait la doctrine Nixon. Il leur faut non seulement les avions, mais les troupes américaines; et c'est pourquoi ils ont manifesté leur inquiétude à l'annonce de la réouverture des négociations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis au sujet de la «réduction simultanée et équilibrée des forces» (MBFR). Car ils savent qu'à l'heure actuelle ils ne sont pas même en

mesure de fournir en suffisance des contingents de troupes qui mèneront sur terre le combat avec l'appui de l'aviation et de l'arsenal américain.

Rien de plus caractéristique de l'état d'esprit qui règne en Europe occidentale que la comparaison entre la guerre menée par les troupes du Vietnam du Sud au printemps 1972 et les prévisions sur la capacité de résistance des armées européennes à une offensive: alors que les troupes sud-vietnamiennes ont mené le combat pendant plus de deux mois, on ne donne guère, dans les évaluations européennes, que 10 à 15 jours à un adversaire venant de l'Est pour atteindre la côte atlantique.

Certains efforts ont été, il est vrai, entrepris par les gouvernements membres de l'OTAN, afin de renforcer la défense européenne. Mais le climat politique et moral reste mauvais. Ainsi l'accueil réservé aux réformes du service national annoncées le 8 juin 1972 par M. Debré lors de la présentation de la troisième loi-programme, a été réservé et même hostile au maintien de la conscription⁵. «Le service militaire tombe en ruine», déclarait Jean Planchais dans *Le Monde* qui poursuit en disant: «En fait la seule question qui se pose est: à quoi sert le service militaire? A répondre à une menace extérieure? On ne voit guère actuellement d'où elle peut venir.» Et l'auteur de reprendre alors une thèse qui pour n'être pas nouvelle n'en est pas moins populaire: la décision relative à la force de frappe a condamné l'armée de milice, car un Etat ne peut supporter la double charge d'un armement nucléaire et du contingent. De plus, la modification des structures sociales – diminution du nombre des paysans, accroissement du secteur tertiaire – ont, elles aussi, contribué à la mise en question de l'armée. «On en est, écrivait Jean Planchais, au point où il est devenu (le service militaire) pis encore: un danger. Faute d'avoir pu l'adapter à la mentalité actuelle, au besoin de participation, à celui d'une discipline plus aérée, à celui d'une activité dont le sens et l'utilité apparaissent d'emblée, il est devenu l'école de la paresse, de la rogne et tout porte à croire qu'il est devenu l'école de la contestation. Le pays risque un jour d'assister à l'écroulement brutal d'une institution minée jusque dans ses fondements». D'où sa conclusion: «Le service militaire n'est plus à réformer, il est à supprimer⁶.»

Le ton est pessimiste et le diagnostic sévère. Mais cette opinion n'est pas celle d'un isolé. Et la critique pourrait porter également sur d'autres armées nationales.

La nécessité d'une défense nationale ne s'impose pas à une proportion assez forte d'Européens, surtout dans les jeunes classes d'âge. La puissance des armements soviétiques, l'important déploiement de ses forces en Europe orientale, leur intervention en Tchécoslovaquie, pas plus que l'extraordinaire développement de la marine de guerre de l'URSS ne suscitent de réflexe de défense «à la base». Les communistes, qui représentent une forte pro-

portion du corps électoral en Italie et en France, ne peuvent que se féliciter de l'accroissement de puissance de la grande nation révolutionnaire. Chez les non-communistes, essentiellement préoccupés de mieux vivre, l'indifférence domine, tandis qu'une minorité active rejette la menace militaire à l'arrière-plan pour concentrer son attention sur la mise en question des structures économiques et sociales.

Cette Europe de l'Occident n'a donc pas les moyens militaires d'une politique extérieure indépendante. Elle n'a pas de politique extérieure commune. Et pourtant les accords de Moscou de l'été 1972, dans la mesure où ils ont établi un *modus vivendi* entre les deux grandes puissances nucléaires mondiales, pourraient ouvrir la voie à des négociations entre Européens, au niveau du continent. Le «rideau de fer» n'est plus aussi hermétique qu'il le fut; les échanges économiques et scientifiques Est-Ouest se sont développés au cours de ces dernières années, bien souvent à l'initiative des gouvernements socialistes. Il s'agirait maintenant d'intensifier ces efforts, et d'une manière toujours plus systématique, afin de circonscrire les obstacles institutionnels à cette «compétition pacifique» et de les lever. Les Etats européens, moyens et petits, doivent fournir une contribution à la sécurité de l'Europe. A eux de la définir s'ils veulent conserver quelque espoir de sauvegarder leur indépendance.

Le Tiers-Monde

Il resterait dans cet examen des éléments constituant le système international, à s'interroger sur le rôle de ce qu'on appelle le Tiers-Monde. Comme chacun le sait, cette expression commode et trompeuse, par laquelle on désigne d'une manière très générale une zone géographique mal délimitée où sont situés la plupart des pays dits sous-développés, a un contenu politique, alors même que le Tiers-Monde ne peut être considéré comme une entité politique. Des groupements se sont bien constitués au cours des ans, sous le signe de Bandung, de la solidarité asiatique ou afro-asiatique, du non-alignement même. Des ententes régionales ont été formées dans le Sud-Est asiatique, en Afrique, en Amérique latine. La Ligue arabe sert, elle aussi, de centre de ralliement. Mais il n'y a pas de véritable unité si ce n'est dans une protestation fondamentale contre les pays industrialisés, contre l'Europe, contre les Etats-Unis, contre la perpétuation, par delà l'indépendance politique, d'une exploitation de type colonialiste. L'UNCTAD leur sert de truchement pour leurs revendications économiques et les Nations Unies de tribune politique.

De quel poids les pays du Tiers-Monde pèsent-ils dans la politique mon-

diale? Pris individuellement ils ne joueraient qu'un rôle négligeable et ils restent encore trop divisés pour n'être pas manœuvrables. Mais leur influence ne se mesure pas uniquement à une puissance économique qui d'ailleurs grandit. A force d'attirer l'attention – en s'appuyant sur des statistiques qui resteront toujours contestables – sur le fossé croissant entre pays riches et pays pauvres, on a tendance à sous-estimer et à ignorer parfois la progression, lente mais réelle, des niveaux de vie dans de nombreux pays. On peut penser ce qu'on voudra de la situation politique intérieure du Brésil, mais il n'en est pas moins admis que ce pays a fait des progrès économiques importants, dont les effets réels ne se feront sentir, il est vrai, que dans la longue durée. Et bien d'autres pays poursuivent, malgré les accidents constants qui jalonnent leur vie politique et économique, un effort de modernisation qui, lui aussi, transforme progressivement les conditions de vie, en même temps qu'il bouleverse des structures sociales arriérées.

L'influence du Tiers-Monde ne tient pas à son poids économique, mais bien à la portée symbolique d'une revendication qui s'insère dans un vaste mouvement révolutionnaire. Les pays du Tiers-Monde peuvent compter en principe sur l'appui des puissances révolutionnaires socialistes, mais aussi sur la sympathie, les encouragements de tous les pays industrialisés qui n'entendent pas perdre de marchés ou de centres d'approvisionnements. Ils sont l'objet d'une cour acharnée, parfois désintéressée, le plus souvent intéressée. L'aide au développement est devenue un des objectifs principaux non seulement des Nations Unies, mais de la plupart des gouvernements. Sans doute les pays du Tiers-Monde courent-ils le risque d'être étouffés sous ces embrassements, mais il n'en reste pas moins qu'ils se trouvent, par cela même, au centre des grandes manœuvres de la politique mondiale.

De grandes manœuvres qui ne se déroulent pas exclusivement en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, mais à New York, au siège des Nations Unies et sur la scène intérieure des pays industrialisés. L'aide aux pays en voie de développement est devenue, en effet, un des véhicules de la révolution socialiste dans les pays industrialisés. Le cercle s'est progressivement élargi de ceux qui sont convaincus de la nécessité d'une transformation des structures économiques et sociales des pays industrialisés à économie de marché comme une condition d'une aide efficace – et non impérialiste – aux pays en voie de développement. Que l'impérialisme ne soit pas forcément d'origine capitaliste, comme l'histoire lointaine et récente le démontre, que dans la ferveur de l'aide au développement perce souvent ce défaut, si souvent reproché aux missionnaires d'autrefois, de paternalisme, ce sont là des considérations qui n'affectent guère pour l'instant le noyau ardent et actif, surtout au plan universitaire et au sein des Eglises, de ceux qui s'assignent dour mission de transformer la société dans laquelle ils vivent pour assurer

l'indépendance et le développement de ceux qu'ils considèrent, malgré l'indépendance acquise, comme exploités. Il y a dans cette option idéologique une démonstration intéressante de l'influence du Tiers-Monde.

III. Entre rivalité et responsabilité

Nous voici, par ce cheminement détourné, ramenés au niveau de l'Etat-nation, de l'élément porteur du système international.

Un politologue averti comparaît, dans une image souvent citée, la politique internationale à un jeu de billard dans lequel les boules sont constamment mises et maintenues en mouvement par les chocs qu'elles se donnent réciproquement. Peut-être faudrait-il nuancer l'image en soulignant que les boules ne sont pas forcément rondes, qu'elles sont d'une composition différente, et même d'une composition variable. C'est pourquoi les unes, à certains moments, rouleront plus vite et seront plus dures, tandis que d'autres s'amolissent soudainement jusqu'à risquer d'être écrasées par les chocs.

Ce sont précisément ces différences et ces variations qui compliquent l'observation de ce jeu de billard mondial, jusqu'à rendre impossible tout calcul des effets et par conséquent toutes prévisions. Et c'est pourquoi l'historien des relations internationales a en tout temps porté son attention sur la structure des nations qui se confrontent ou s'affrontent à travers leurs gouvernements.

Il est évident que l'instabilité générale de notre monde contemporain tient tout d'abord à des facteurs internes, à ces pressions contradictoires qu'exerce sur les sociétés politiques un processus continu de transformation technologique. Pressions contradictoires parce que l'homme qui en est l'objet est lui-même tirailé entre son attachement à ce qui est et sa volonté de participer à ce qui devient. De ces tiraillements nous avons des exemples nombreux et quotidiens; tiraillements gonflés d'ailleurs par la puissance des moyens de communications qui, mettant, comme on le sait, l'accent sur le pathologique, transforment trop souvent l'incident mineur en crise majeure, gênant du même coup la perception des mouvements de longue durée et l'élaboration des politiques.

Or, ce climat de confusion et de tension favorise la fuite devant les responsabilités, l'évasion dans les thèmes généraux, l'idéologie et l'abstraction. On se refuse à admettre que le processus de modernisation par lequel passent toutes les sociétés politiques, à quelque niveau qu'elles se trouvent de leur développement, doive être conduit tout d'abord par les communautés locales et nationales auxquelles il incombe de construire et de servir l'infrastructure d'une société moderne.

Ainsi en est-il de l'amélioration de l'environnement. C'est aux riverains des cours d'eau et des lacs, aux utilisateurs des voies maritimes qu'il appartient de s'imposer les sacrifices nécessaires, et cela sans attendre de décisions prises à un niveau international. Quelle est la portée d'une charte pour la protection de l'environnement qui ne sera pas respectée parce que les Etats signataires décréteront qu'ils n'ont pas les moyens de l'appliquer? Quelle est l'utilité de ces fonds dont on décide la création à la Conférence de Stockholm avant même d'avoir défini une division du travail sur le plan international? L'entraide internationale ne dispense pas des efforts à accomplir au niveau national. L'interdépendance postule l'indépendance. La division du travail sur le plan international présuppose l'existence d'unités nationales disposées à faire leur part.

Il est vrai qu'on observe, en Europe Occidentale tout au moins et aux Etats-Unis, par-delà le refus de l'ordre établi, une recherche de nouvelles formes de participation visant à associer un nombre plus large des citoyens concernés au processus de modernisation de nos sociétés: participation au sein de l'Université, dont on voudrait espérer qu'elle contribue à porter remède à deux maladies qui rongent le corps universitaire: le cloisonnement des enseignements et l'évasion vers l'abstraction, pour reconstituer une Université véritablement humaniste, intégrée et insérée dans la réalité du monde où elle vit. Participation également à la formation et à la conduite générale des politiques économiques nationales et des entreprises. Participation des savants et des spécialistes, appartenant aux disciplines les plus diverses, à la préparation des politiques à moyen terme entre lesquelles gouvernements et parlementaires sont contraints d'opter par l'accélération même des transformations scientifiques et techniques.

Mais ces recherches – comme bien d'autres – se poursuivent encore en ordre dispersé, même dans le désordre et la confusion entretenus par la rivalité des groupuscules et les positions contradictoires des partis. De ce fait, le climat politique et social reste trouble. En France, en Italie, en République fédérale d'Allemagne, en Angleterre, pour ne prendre que ces quatre pays, l'amélioration générale des conditions de vie stimule les revendications et nourrit par conséquent l'insatisfaction dont les manifestations affaiblissent l'autorité de l'Etat.

Et cela au moment précis où il s'agirait au contraire de la renforcer pour permettre aux gouvernements de prendre vis-à-vis des Etats membres du système politique international des engagements qu'ils peuvent tenir. Car c'est là une des conditions de la division internationale du travail telle qu'elle peut être définie dans une conception fédéraliste des relations internationales.

Il ne peut, en effet, y avoir de répartition valable des tâches qu'entre

sociétés constituant autant d'unités politiques dans lesquelles les pouvoirs sont en mesure d'assurer, chacun à leur niveau, *et* la coordination des activités économiques et politiques, *et* l'arbitrage entre des intérêts divergents et même contradictoires. Aucun système international ne pourra fonctionner sans Etats.

¹Cf. U.S. Foreign Policy for the 1970's, The Emerging Structure of Peace, A Report to the Congress by Richard Nixon, President of the United States, February 9, 1972. – ²Cf. à ce propos l'excellente analyse d'Alastair Buchan, Power Relationships in the Far East: A European View, dans *Survival* Vol. XIV, N° 3, May/June 1972, pp. 106–113. – ³ASEAN, Association

of Southeast Asian Nations. – ⁴Les discussions qui ont marqué la session de l'UEO du 29 novembre au 3 décembre 1971, sont sur ce point significatives. – ⁵Cf. pour le résumé du plan *Le Monde* du 10 juin 1972 et l'article de Jean Planchais, symboliquement intitulé: «Service inutile». – ⁶Il s'agit toujours de l'armée de milice par rapport à l'armée de métier.

HANS REISS

Das Abenteuer des Wissens – Zum Denken von Karl Popper

Jede Theorie ist eine Hypothese

Sir Karl Popper, der in England wirkt, aber aus Wien stammt, ist einer der bedeutenden Philosophen unserer Zeit. In Deutschland hat man ihn oft aus Unkenntnis, wenn auch manchmal wohl mit böser Absicht, einen Positivisten genannt¹. Diese Behauptung ist falsch. Popper ist und war immer ein scharfer Kritiker des Positivismus und damit des Wiener Kreises. Auch ist sein Ausgangspunkt ganz anders. Kant wirkte stark auf ihn. Zwar ist er nicht ein Kantianer im strengen Sinne des Wortes, aber sein erstes bedeutendes Buch «Logik der Forschung» (Wien 1934) behandelt wie die «Kritik der reinen Vernunft» die Frage: Was können wir wissen? Poppers Ansatz ist jedoch anders als derjenige von Kant, weil sich seitdem die ganze Problemsituation in der Naturwissenschaft grundsätzlich geändert hat. Kant nahm an, die Naturwissenschaft, wie sie Newton begründet habe, gewähre: